

Contribution des élèves et étudiants à la compréhension de la crise socio politique de 2008-2010 en Côte d'Ivoire: Propositions de recherche de cohésion

Zakaria Berte^{[a]*}

^[a]Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Abidjan, Côte d'Ivoire.

*Corresponding author.

Received 11 May 2018; accepted 23 July 2018

Published online 26 August 2018

Abstract

The study is a contribution to national reconciliation in Côte d'Ivoire after the serious socio-political crisis that this country experienced in 2010-2011. At the origin of the reflection, there was the work sparked by the heuristic commission of the great Commission "Dialogue Truth and Reconciliation", which wanted "the thought away from passions and invites each other to give more chance to the general interest".

The objectives of the research are to understand and explain, according to the high school and university students' perceptions, the positive or negative contribution of the students to the social cohesion divide during the last decade and to formulate proposals likely to improve the quality of life relevance and effectiveness of the national education / training policy on cohesion and reconciliation. At the end of the content analysis of the data from the focus groups, the respondents believe that to prevent the school from going back into violence and politicking, we must: introduce rigor at school, clean up the school and university environment, improve the working conditions of learners, increase the promotion of young jobs and promote their professional integration.

Key words: Positive or negative contribution; Ivorian school; National reconciliation.

Berte, Z. (2018). Contribution des élèves et étudiants à la compréhension de la crise socio politique de 2008-2010 en Côte d'Ivoire: Propositions de recherche de cohésion. *Canadian Social Science*, 14(8), 82-92. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/css/article/view/10510> DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/10510>

1. INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire, à l'instar de la plupart des pays africains, a hissé l'Ecole au rang de priorités dans sa politique de développement. L'Ecole était à la fois un instrument de socialisation des apprenants, de cohésion sociale et de développement économique et social. La formation de ressources humaines qualifiées occupait environ 40% du budget de l'Etat pendant les premières décennies de l'indépendance. La formation de cadres, de toutes origines sociales, a permis ce que l'on a appelé le miracle économique ivoirien dans les années 1970. Mais les crises successives de 1980 (crise économique), 1990 (crise sociopolitique), 1999 (coup d'Etat militaire), 2002 (crise militaro-politique) et 2011 (crise postélectorale), ont profondément fragilisé le tissu social ivoirien. De nombreuses études ont été réalisées dans le but d'identifier les causes manifestes et latentes de ces crises de même que les acteurs impliqués. L'école étant une instance de socialisation primaire, véhicule des valeurs et des normes fondatrices de notre société à travers les programmes d'éducation civique et morale (éducation à la citoyenneté dans les pays du Nord). L'école est ainsi utilisée comme un instrument de fortification du lien social pour reconstruire la cohésion sociale à travers une réconciliation nationale. La formation des jeunes devient nécessaire pour répondre efficacement à cet enjeu.

Les besoins de formation exprimés par les jeunes à l'endroit de l'Enseignement professionnel en Côte d'Ivoire au moment de la crise étaient très forts en 2006/2007 (DPS/METFP, 2008). Ces jeunes étaient composés de quatre groupes de population : (i) 251.152 jeunes (54%) n'ayant pas achevé le niveau primaire ; (ii) 106.973 jeunes, composé de 55.812 jeunes (26,08%) qui ont abandonné après avoir achevé le primaire et de 51.161 (32,35%) qui ont abandonné au cours du secondaire général niveau 1 ; (iii) 50.840 dont 14.755 jeunes (13,79%) qui ont abandonné après avoir achevé le secondaire général niveau 1 et de 36.085 jeunes (39,13%) qui ont abandonné

au cours du secondaire général niveau 2 ; (iv) 50.000 ex-combattants et 20.000 ex-miliciens issus de la crise survenue en 2002 (Azoh, Weyer et Carton, 2011). Au total, la demande de formation professionnelle concernait 478.965 jeunes au cours de la période 2006/2007.

Cette situation s'était aggravée du fait de la persistance de la crise militaro-politique de 2002 et de la crise postélectorale de 2011.

Face à ces besoins, la capacité d'accueil de l'ensemble des structures de formation professionnelle ne s'établissait qu'à 69.000 stagiaires en 2010, dont 43 % pour le public et 57 % pour le privé. Le ratio déterminé par le nombre de place disponible en 2010 sur la demande exprimée en terme de formation professionnelle par les jeunes en 2007 est très faible soit 0,14 ; ce ratio signifie que seulement 14 sur 100 demandes de formation professionnelle ne peuvent être satisfaites par les institutions de formation. Les 86 autres individus sont contraints au chômage. Ces derniers complètent ainsi les diplômés au chômage.

Le taux de chômage des diplômés reste relativement élevé en Côte d'Ivoire selon les données de 2002. De manière spécifique, le chômage considérable (au-dessus de 20%) se manifeste chez les titulaires du BEP (53%), BTS (42%), BAC (27%), Maîtrise (25%) et CEPE (22%) et le chômage normal (en dessous de 20%) chez ceux titulaires de la Licence (19%), BEPC (16%), BT (13%) et CAP (13%) (Ministère d'Etat, Ministère du plan et du développement, op. cit.).

Ces données sur le chômage des jeunes (diplômés ou non) montrent que l'objectif des pouvoirs publics qui consiste à établir une articulation constante entre Education-Formation et insertion socioprofessionnelle des jeunes connaît des limites. N'gratier (2010) et Bréchat (2010) précisent que le taux de chômage des jeunes correspond à un effectif estimé de quatre à cinq millions sur les 20 millions d'habitants que compte la population ivoirienne. Aussi, l'ampleur du phénomène de chômage des jeunes permet-elle à certains auteurs tels que N'gratier (op. cit.) de conclure que les sans-emplois préfigurent une deuxième rébellion (après celle militaro-politique de 2002) ou une « bombe sociale » en phase d'explosion.

Ces données prennent une importance particulière dès lors que les constats de différents observateurs de la crise postélectorale de 2010-2011 révèlent que la jeunesse de Côte d'Ivoire, dans toutes ses composantes notamment les élèves et étudiants, a pris une part très active dans les graves violations des droits humains, soit en s'alliant aux différents groupes de protagonistes combattants, soit en participant aux différentes exactions commises sur les populations, en tant que mouvements spontanés. Les membres de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), en particulier, étaient en première ligne dans des combats de ce conflit armé qui a fait trois mille morts selon les estimations officielles.

Avec du recul et au moment où les autorités multiplient des actions pour rétablir la cohésion, il importe de

connaître quels sont les dysfonctionnements du système Education / Formation / Insertion qui ont contribué à l'explosion de la violence chez les jeunes ? Quels sont les mécanismes implicites et explicites à la base de cette violence mises en œuvre au sein et en dehors du milieu scolaire par les apprenants ? Et quelle pourrait être la contribution du secteur Education / Formation / Insertion des jeunes à la consolidation de la cohésion sociale et de l'unité nationale dans ce contexte ?

Dans le cadre de la présente étude, l'objectif est double : il s'agit dans un premier temps d'expliquer, selon la perception des élèves et étudiants, la contribution positive ou négative du secteur Education / Formation à la consolidation de la cohésion sociale au cours de la dernière décennie ; et dans un second temps de formuler des propositions susceptibles d'améliorer la pertinence et l'efficacité de la politique nationale d'Education/Formation en matière de cohésion et de réconciliation.

Pour atteindre ce double objectif, nous discutons les relations et les articulations possibles entre le concept de cohésion sociale avec les instances de socialisation que sont le lieu de travail, la famille, le sentiment de citoyenneté et l'école. Nous délimiterons avec Sénecat (2000), Duhamel (2010), Durkheim cité par PNUD, 2005, Marceau, Jutras et Lacroix (2010), les facteurs qui affaiblissent la cohésion sociale ; et mettrons en exergue les actions de politisation de la sphère scolaire et ses conséquences sur la cohésion sociale et l'unité nationale avec Akindès et Fofana (2011), et Babo (2011).

1.1 Les concepts de cohésion sociale et de lien social

Duhamel (2010), la cohésion sociale renvoie à la notion du vivre-ensemble et dans un sens plus large à celui de citoyenneté. La cohésion sociale désigne davantage un objectif à atteindre, un résultat à obtenir ou un idéal poursuivi qu'un état stationnaire d'auto satisfaction (Duhamel, op. cit.). Sa construction est perpétuelle, telle une œuvre inachevable mais inévitablement nécessaire, qui se fonde sur un certains nombres d'occurrences du vivre-ensemble. La cohésion sociale suppose chez chaque citoyen le « savoir vivre-ensemble », un « vouloir vivre-ensemble », le « bien vivre-ensemble », un « vivre-ensemble démocratique », un « vivre-ensemble » viable ou valable et un « vivre-ensemble harmonieux » (Duhamel, op. cit.). « L'expression vivre-ensemble pose l'exigence de ne pas vivre séparés, fragmentés, ou encore de mal vivre ensemble, dans le conflit et l'exclusion » (Duhamel, op. cit., p. 117).

Le lien social recouvre l'ensemble des relations qui unissent les membres d'une société et font qu'ils ont le sentiment de former une collectivité. Ces liens sont à la fois horizontaux, entre individus ou groupes (liens familiaux, de voisinage, de travail) et verticaux, rattachant les individus à la société (liens civiques, liens de solidarité à travers la protection sociale). Il repose sur l'existence

d'une culture partagée par les individus d'une même société : les valeurs, les normes, les pratiques d'une société ou d'un groupe social sont intériorisées au cours d'un long processus de socialisation. « *Le lien social maintient et entretient une solidarité entre les membres d'une même communauté qui partagent des valeurs et des aspirations et que ce lien agit contre les forces de dissolution toujours à l'œuvre dans une communauté humaine* » (Marceau, Jutras et Lacroix, 2010, p. 79). Selon Sénécat (2000), c'est l'échange entre les membres de la communauté qui pérennise le lien social. Elle vise à assurer une bonne sociabilité et repose sur la capacité de chaque membre de la communauté à donner, à recevoir et à rendre.

1.2 Les concepts de famille et lien social

La famille reste un des piliers identitaires pour l'immense majorité de la population. Elle demeure un lieu où s'exercent des solidarités sous des formes diverses : aides matérielles, en temps et en capital social. Cette entraide protège les membres de la famille contre les aléas de la vie et facilite leur intégration. Cependant, la nouvelle socialisation familiale moins normative, fondée davantage sur la négociation semble correspondre aux évolutions de la société (flexibilité, adaptabilité). La famille est désormais devenue un lieu de relations librement choisies au nom de l'épanouissement de chacun. Selon certains sociologues, on assisterait à un mouvement de désinstitutionnalisation de la famille : avec la montée de l'individualisme, le rôle socialisateur de la famille se serait affaibli.

1.3 Les concepts de citoyenneté et lien social

La citoyenneté est à la fois un ensemble des droits (civils, politiques, sociaux) dont bénéficient les individus disposant de la nationalité du pays, un ensemble de devoirs (payer ses impôts, scolarité obligatoire, etc., et une participation à la vie publique, collective (voter, adhérer à des associations, etc.). Elle suppose la construction d'une culture publique commune fondée sur les valeurs démocratiques qui forment le socle sur lequel l'adhésion et l'enracinement dans la collectivité devraient prendre forme (Marceau et al. op. cit.). « *Ces valeurs sont l'égalité, la justice, la liberté, la reconnaissance et le respect de l'autre, la solidarité, la responsabilité et le respect des lois et des institutions* » (Marceau et al. op. cit., p. 80). La pratique de la citoyenneté engendre des comportements à visée collective, donc une source de cohésion sociale. Certaines pratiques citoyennes connaissent un regain d'intérêt en Côte d'Ivoire ces deux dernières décennies et manifestées avec beaucoup de zèle et de violation des droits de l'homme. C'est le cas de la participation politique, en particulier chez les jeunes (élèves, étudiants et déscolarisés) dans les mouvements patriotiques.

1.4 Les concepts d'école et lien social

L'école est d'abord une instance de socialisation primaire, véhiculant des valeurs et des normes fondatrices de notre

société. A travers les programmes d'éducation civique et morale (éducation à la citoyenneté dans les pays du Nord), l'école est utilisée comme un instrument de fortification du lien social notamment à travers la lutte contre l'individualisme (Marceau et al., op. cit.). En ce sens, l'école participe à l'éveil et au maintien de la cohésion sociale et à l'intégration des individus dans la société. De plus, en délivrant des titres scolaires, l'école constitue une clé d'entrée sur le marché du travail (les plus diplômés sont les mieux protégés du chômage et des emplois précaires).

Néanmoins, la possession d'un diplôme n'entraîne pas mécaniquement l'obtention d'un emploi correspondant au niveau de qualification atteint. En effet, pour un nombre croissant d'individus, il existe un décalage entre le diplôme obtenu et le débouché professionnel (durée du chômage des diplômés primo demandeurs d'emploi), source de déception et de frustration individuelle et collective. Cette déception conjuguée à la frustration vécue par les individus est encore plus grande lorsqu'il s'agit d'inégalités d'accès au service public de l'éducation, redoublement ou abandon liés à des facteurs externes tels que la faiblesse des revenus des ménages, l'enclavement de la localité d'habitation ou les barrières culturelles.

1.5 Les concepts d'exclusion et affaiblissement de la cohésion sociale

Les mutations des instances d'intégration comportent des risques de fragilisation du lien social, visibles dans le processus d'exclusion. Dans les sociétés de consommation, la pauvreté monétaire limite les possibilités d'intégration sociale. Traditionnellement, les situations de pauvreté concernaient les chômeurs. Avec la montée des emplois précaires, le travail ne protège plus de la pauvreté. Au-delà de la pauvreté, l'exclusion est, selon Castel (1994), un processus de « désaffiliation », résultant de la rupture simultanée ou successive des liens professionnels (licenciement) et familiaux. La précarisation de l'emploi et les transformations familiales ont gonflé la zone de vulnérabilité qui risque d'alimenter la désaffiliation. Pour Paugam (1991), *l'exclusion est un processus de « disqualification sociale »* subi par ceux qui sont éliminés de la participation à la vie sociale et rejetés dans les dispositifs d'assistance. Cette situation qui est celle des chômeurs en Côte d'Ivoire ne peut que prédisposer le pays à des crises. Les personnes qui sont frappés par le chômage et disqualifiés socialement deviennent des cibles vulnérables à la solde des hommes politiques.

En outre, les apprenants (élèves ou étudiants) ont besoin d'être estimés. Ils ont besoin d'être fiers de ce qu'ils sont. En classe, ils ont besoin de se valoriser en montrant qu'ils sont de bons élèves à travers leurs résultats scolaires. Aussi, les nombreuses violences physiques (la chicotte et les châtiments corporels) et symboliques (les injures, humiliations, images négatives ou dépréciatrices

à l'endroit de certaines ethnies ou populations dans la classe) que subissent les apprenants les prédisposent à produire de la violence à leur tour (Koukougnon, 2010). L'école devient dans ce contexte une source de conflits en faisant des violences ordinaires des germes conflictuels.

L'école est donc un lieu d'intégration ; mais si elle ne se centre pas sur la transmission de certains savoirs et savoirs faire qui revêtent une importance aux yeux des élèves et étudiants d'une part et, ne rejette pas les pratiques dégradantes et humiliantes pour les apprenants d'autre part, elle ne permettra pas à tous de contribuer au développement national.

2. METHODOLOGIE

2.1 Site de l'étude

La présente étude se déroule dans deux (02) grandes régions de la Côte d'Ivoire : Lagunes (Abidjan) et Guémon (Duékoué). Ces localités ont été choisies parce qu'elles ont été des foyers de tensions récurrentes pendant ces dix dernières années avec d'énormes pertes en vie humaine notamment lors de la crise post électorale. A ce titre, elles sont mieux indiquées pour rendre compte des conditions d'émergence de la fracture sociale, du processus de réconciliation et de cohésion sociale qui est en cours dans le pays.

2.2 Population et échantillonnage

La population de 200 personnes a été retenue. Elle est répartie comme suit : 100 dans la région des Lagunes (Abidjan) et 100 autres dans la région de Guémon (Duékoué).

La technique par choix raisonné a été retenue pour l'échantillonnage. Quatre tableaux donnent les caractéristiques de l'échantillon retenue pour notre étude. Ces tableaux identifient et hiérarchisent les catégories la population d'étude au marché de l'emploi.

Tableau 1
Echantillon d'étude par catégorie et par région

Catégories	Régions		Total
	Abidjan	Duékoué	
Non scolarisés	20	20	40
Déscolarisés	20	20	40
Elèves et étudiants	20	20	40
Diplômés sans emploi	20	20	40
Diplômés en poste d'emploi	20	20	40
Total	100	100	200

Tableau n 2
perception de l'école et de l'insertion socioprofessionnelle des enquêtés

Catégories	Perception de l'école		Importance d'école	
	Bon	Mauvais	Accord	Désaccord
Diplômés en poste d'emploi	95%	5%	97%	3%
Elèves et étudiants	92%	8%	96%	4%
Diplômés sans emploi	90%	10%	78%	22%
Déscolarisés	15%	85%	89%	11%
Non scolarisés	11%	89%	82%	18%

2.3 Méthode de collecte des données

Deux instruments ont été utilisés dans le cadre de cette recherche : l'entretien et le questionnaire. L'entretien a permis de rendre accessible les différentes questions du questionnaire. Des items ont été proposés aux enquêtés. Les consignes consistaient à leur demander de faire des choix de réponses et de les justifier par la suite. Ainsi, la collecte des données s'est faite en trois phases :

La première phase a consisté à utiliser un questionnaire élaboré pour évaluer à partir des items proposés, la perception des enquêtés de l'école ; et de la manière dont les enquêtés accèdent aux emplois ;

La deuxième phase a consisté à choisir à partir des items proposés, les réponses des enquêtés portant sur les causes de la violence de l'école ;

La troisième et dernière phase a consisté à amener les enquêtés à faire des choix à partir des items proposés sur la cessation de la violence à l'école, sur la réconciliation nationale, et sur la contribution des jeunes au développement national.

Les résultats obtenus aux différentes questions seront analysés en cohérence avec les objectifs de l'étude. Les réponses des catégories de questions et les énoncés du questionnaire sont présentés dans la partie « résultats ».

2.4 Mode de traitement des données

Au regard du type d'informations recueillies sur le terrain, deux méthodes d'analyses de données ont été adoptées : l'analyse statistique des données et l'analyse de contenu.

L'analyse statistique des données a été réalisée à l'aide du logiciel SPSS. Elle a permis de calculer des fréquences et procéder à la hiérarchisation des variables identifiées. Elle a permis de saisir les unités significatives issues de la retranscription des réponses des enquêtés.

Le traitement de l'ensemble des données a permis de présenter les caractéristiques des enquêtés, d'analyser des perceptions de l'école chez ces derniers aux regards de facteurs susceptibles de mettre à mal la cohésion sociale

3. RESULTATS DE RECHERCHE

Les résultats sont présentés selon les trois phases du déroulement de la recherche.

3.1 Perception de l'école et de l'insertion socioprofessionnelle

Le tableau n°2 relève la perception et l'importance qu'ont les différentes catégories de notre population cible de l'école.

La plupart des diplômés en poste d'emploi (95%), les élèves et étudiants (92%), et les diplômés sans emploi (90) a une bonne perception de l'école. Ces résultats indiquent que l'école est un facteur d'instruction, d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale.

Les enquêtés non scolarisés (déscolarisés et les non scolarisés) (plus de 80%) mettent l'accent sur l'importance de l'école qui selon eux, permet d'affranchir l'homme par la transmission de la connaissance et la capacité de savoir lire et écrire. Nous convenons avec Bréchat (2010) que l'école est perçue par cette catégorie d'enquêtés comme un instrument privilégié favorisant l'épanouissement intellectuel et social de l'individu. Ce qui révèle le rôle de socialisation des individus par l'école. L'école est donc un instrument de la construction de l'intégration et de la cohésion sociale entre les différentes couches et composantes de la population.

Majoritairement (plus de 90%), ils justifient la perception de l'école en des termes ci-après : pour les diplômés sans emploi, l'école : « *c'est un lieu de construction du lien social, donc les élèves de même classe créés des liens sociaux durables entre eux, ils développent un sentiment d'appartenance à une même classe. L'école favorise la solidarité et l'entraide* » ; quant aux élèves et étudiants : « *l'école fait l'union parce que différentes ethnies viennent de différentes régions du pays pour fréquenter grâce à l'école vous vous unissez* ».

Ces assertions indiquent que nos enquêtés ont surtout mis en exergue le fait de fréquenter la même classe (sentiment d'appartenance à un même groupe social), le travail de groupe, les compétitions sportives intra ou inter écoles, les jeux et loisirs dans la cour de l'école.

3.2 Perception des environnements de l'Ecole

Cet ensemble de questions factuelles portaient sur les éléments qui pourraient favoriser ou défavoriser la réussite des élèves et étudiants. La perception des élèves et étudiants est répertoriée dans le tableau n°3 ci-dessous :

Tableau 3
Perception de l'environnement de l'école chez les élèves et étudiants

Type de perception	OUI %	NON %
Climat scolaire favorable à la réussite des élèves	10	90
Climat scolaire favorable à la sécurité et à la paix	12	88
Climat scolaire favorable au renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale	8	92

Le tableau n°3 montre que les élèves et les étudiants ont une perception négative du climat scolaire. Les résultats du tableau indiquent que majoritairement pour ces derniers, le climat scolaire n'est pas favorable à la réussite des élèves. En effet, le manque de sécurité et de paix ne permettent pas une bonne cohésion sociale et ne favorisent pas l'unité nationale. Majoritairement (plus de 85%), ils justifient que « *les années scolaires*

sont perturbées par les grèves des enseignants pour revendiquer de meilleurs conditions sociales et dénoncer l'insuffisance d'amphithéâtres, de salles de classes, le nombre pléthorique d'étudiants » et que « *certaines enseignantes font la politique à l'école* ». Cependant, un taux notable de cette population accuse la FESCI et relève qu'elle utilise différentes méthodes pour rendre l'environnement scolaire invivable. Effet, la FESCI emploie l'intimidation, la privation de la liberté d'expression, le désordre et l'agression physique sur des élèves et étudiants pour perturber dangeureusement l'environnement scolaire et universitaire.

Perception de l'insertion socioprofessionnelle

Tableau n 4
perception des enquêtés relative à l'insertion socioprofessionnelle

Type de perception	Oui %	Non %
LL'école favorise le mieux l'insertion socioprofessionnelle	71	29
La corruption et le favoritisme dans les concours influencent fortement l'accès à l'emploi salarié	80	20
Les cours de préparation aux concours	47	53

La perception de l'insertion professionnelle est appréhendée selon deux grandes logiques adoptées par les enquêtés ; à savoir : la perception de la réussite socioprofessionnelle et la perception des alternatives d'insertion socioprofessionnelle.

En ce qui concerne la réussite socioprofessionnelle, 71% estiment que l'école favorise le mieux l'insertion socioprofessionnelle. Les non scolarisés justifient leur difficile accès à l'emploi parce qu'ils n'avaient pas fréquenté l'école et n'avaient fait pas de longues études. Les résultats du tableau n°4 relèvent que la grande majorité de notre population d'étude souhaite poursuivre les études pour acquérir de qualifications professionnelles. Ces pressentis de ces derniers sont vérifiés dans leur justification et indiquent clairement que l'école donne les rudiments (savoir, savoir-faire et savoir-être) indispensables pour l'insertion socioprofessionnelle.

Cependant, 80% des enquêtés relèvent que la corruption et le favoritisme dans les concours influencent fortement l'accès à l'emploi salarié. Ils justifient cela en des termes bien précis : « *la discrimination dans les recrutements [...] par les concours qu'elle organise sans dire le nombre de places disponibles et en favorisant certains [et] une exclusion absolue à travers les concours qui sont payés d'avance, la liste des admis aux différents concours viennent d'en haut* ». « *Les admis aux concours sont connus d'avance, cela crée des frustrations* ». Pour eux, l'administration chargée des recrutements et des concours favorise ceux qui ont de l'argent.

Nous notons que ces frustrations vécues par les jeunes en quête d'emploi se cristallisent au fur et à mesure pour devenir une véritable révolte contre les autorités politiques et administratives. En effet, les enquêtés dans leur justification, révèlent qu'ils développent en eux

des sentiments de découragement puis de révolte voire de haine à l'endroit de l'administration ivoirienne mais également à l'endroit des bénéficiaires du favoritisme et de la corruption. Ils utilisent les termes ci-dessous pour exprimer leur amertume : « *Tout ce que je sais, c'est que je me bats pour avancer parce que les concours en Côte d'Ivoire m'ont durablement découragé* » ; « *J'ai gros sur le cœur quand je pense à la manière dont les concours se vendaient comme des biens de luxe réservés au plus nantis de la société ; comment comprendre qu'on veuille se développer et puis on laisse faire de telles pratiques ; tu étudies juste pour échouer pendant que l'autre est couché paisiblement en train d'attendre l'effet de l'argent de ses parents* » ; « *Leur favoritisme est révoltant, quand je vois quelqu'un qui travaille, surtout les jeunes ou les nouveaux fonctionnaires, je me dis voici quelqu'un qui a profité du système et qui est épanoui pendant que je continue de souffrir avec un avenir incertain donc mon cœur est chaud et j'ai mal, je suis fâché et je me demande quand tout cela va changer. Tout de suite, il m'énerve et on ne sait pas où l'accumulation de colère et de frustrations peut conduire* ».

Concernant la corruption, ceux qui possèdent des moyens financiers facilitent l'accès à l'emploi salarié à leurs proches. Cependant, des enquêtés indiquent que « ceux qui ont de la volonté, l'envie de réussir et font des cours de préparation peuvent avoir l'accès à l'emploi ».

L'analyse des réponses des enquêtés, notamment des diplômés sans emploi, indiquent que la société ivoirienne reste encore traditionnelle. Par leurs perceptions, les ivoiriens sont unis par leurs ressemblances (ethnique, régionale, politique) ; la conscience collective demeure forte et exerce une contrainte sur les individus et les pousse à l'arbitraire préjudiciable à la cohésion nationale. La cohésion sociale reposerait donc sur une solidarité mécanique à l'opposé des sociétés modernes où les individus sont unis parce que complémentaires et indépendants.

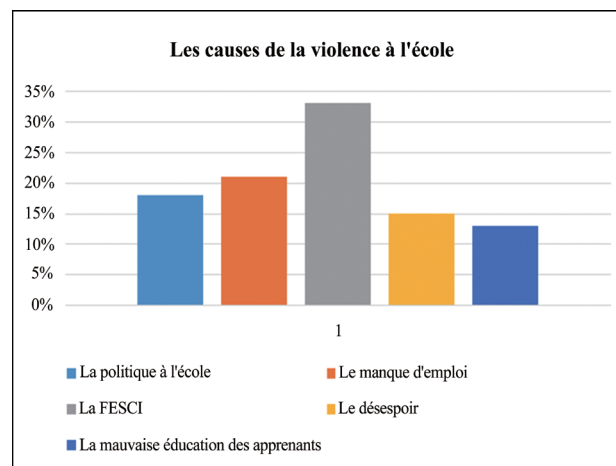
En rapport avec la recherche de la cohésion, les réponses des diplômés sans emploi posent la question de l'élaboration de l'offre de formation. Cette offre doit être adaptée aux besoins de l'économie. Si elle ne l'est pas, l'on doit multiplier les parcours pour corriger le profil du diplômé car la cohésion sociale est fondée sur le travail après l'obtention d'un diplôme. En effet, le travail est un lieu où se forment les identités sociales fondées sur l'appartenance à un groupe socioprofessionnel ou à une communauté de travail. Par conséquent, ne pas avoir du travail après un diplôme, ne pas pouvoir masquer le chômage en poursuivant les études et méconnaître l'existence et les conseils de l'organe d'orientation nationale (AGEPE) sont de graves menaces sur la cohésion sociale.

4. CAUSES DE LA VIOLENCE À L'ÉCOLE

L'histogramme n°1 ci-après met en exergue les causes de la violence dans le milieu scolaire :

Pour 33% des enquêtés, la FESCI est responsable de la

violence dans le milieu scolaire. Ils expriment cela en des termes ci-après : « *Il faut dire que la FESCI avait pris l'école en otage, il faut appeler les choses par leur nom, tout le monde avait démissionné depuis les hommes politiques qui les soutenaient, les forces de l'ordre, la justice et tous les acteurs de l'école, tout le monde a laissé faire mais si tout le monde te laisse faire, tu penses que tu es le Diable en personne et tu te crois permis de tout, même frapper les parents de tes amis, une fois, j'étais encore dans une grande école à Abidjan, la FESCI est venue, ils ont pris tout le monde, les profs, élèves, ils les ont tabassé bien devant nous, on était là sans réagir, on avait peur pour nous, qui pouvait parler en ce moment-là* » ; « *Lorsqu'on parle de violence à l'école, je pense tout de suite à la FESCI et la FESCI, c'est dommage que ce syndicat qui devait être le porte-voix des élèves et étudiants puissent se faire habiller de cette tenue de violent* » ; « *La FESCI était à la base des violences. Vous voyez, cette année, on a observé une accalmie ; au lycée par exemple, cette année on a eu 25% d'admis au bac. Le résultat est en hausse par rapport à l'année dernière. Aussi, les bagarres à l'école étaient rares. Cette violence se manifestait par des brimades, des rackets de tout genre* ».



Histogramme n°1
Les causes de la violence à l'école

15% des enquêtés relèvent que le désespoir est responsable de la violence à l'école. Ils justifient cela par le fait que « *L'un des facteurs explicatifs de la violence à l'école est le manque d'emploi à l'horizon. Les étudiants se disent même s'ils vont à l'école et qu'ils finissent leurs études, ils ne sont pas sûrs de trouver un emploi. Ce qui les rend violents* » ; « *Je voudrais dire que selon moi la violence s'explique par le fait que la jeunesse a été désorientée, il n'y a pas d'issus au bout des études, tous ces facteurs ont fait que les jeunes sont devenus violents, le seul repère de l'étudiant est le chômage qui l'attend à la fin des études donc il conteste tout pourvu qu'on lui propose un palliatif* » ; « *Je pense que c'est le désespoir. Aujourd'hui, les jeunes ne voient plus l'école comme un*

gage de réussite. Les enfants n'ont plus confiance dans le système. Ils se font violence et ils font violence aux autres. Ils ne voient plus à l'horizon le rôle de l'école » ;

La mauvaise éducation des enfants selon les enquêtés participe à hauteur de 13% à la violence à l'école. En effet, selon les enquêtés *« cette violence vient de la vie que ces jeunes mènent en dehors de l'école, c'est de là que vient tous ces comportements parce que la jeunesse d'aujourd'hui a un autre comportement à part, et au fur et à mesure ce comportement s'aggrave ; ces élèves se retrouvent et se donnent de mauvaises idées pour faire des choses qui ne sont pas bien ; cela est dû à la mauvaise éducation de ces enfants à la maison, parce que c'est son comportement de la maison qu'il envoie à l'école ».*

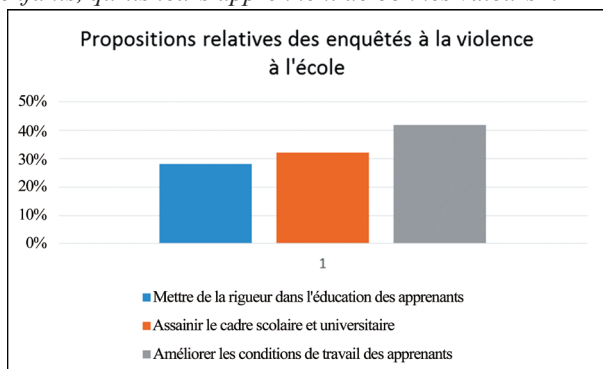
5. PROPOSITIONS DES ENQUÊTÉS RELATIVES À LA VIOLENCE À L'ÉCOLE, À LA RÉCONCILIATION NATIONALE ET À LA CONTRIBUTION DES JEUNES AU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

Les propositions des enquêtés sont organisées autour de trois thématiques: la violence, la réconciliation et le développement national.

5.1 Propositions des enquêtés relatives à la violence à l'école

La violence en milieu scolaire reste une réalité sociale majeure. L'ensemble des enquêtés est unanime sur la nécessité d'y apporter des solutions idoines afin de la réduire. Trois propositions ont été faites aux enquêtés. Les réponses sont mises en exergue à travers l'histogramme n°2 ci-après :

Les résultats révèlent que moins de 30% des enquêtés recommandent la rigueur dans l'éducation des enfants. Cependant, ils mentionnent que *« Aujourd'hui, on se rend compte que les parents assurent de moins en moins leurs responsabilités parentales, ils ne se donnent pas le temps matériel pour éduquer les enfants et c'est grave. Il y a une fuite en avant. Il faut que les parents éduquent leurs enfants, qu'ils leur apprennent de bonnes valeurs ».*



Histogramme n 2
Propositions relatives des enquêtés à la violence à l'école

Cela est d'autant plus important qu'ils disent que *« l'éducation familiale est ratée, c'est que l'enfant est raté. ».* ils proposent comme solution comme solutions *« l'utilisation de la coutume africaine pour régler le problème de la violence. Chacun n'a qu'à éduquer son enfant à la maison d'abord mais quand cet enfant sort, il est pour tout le monde, s'il fait des bêtises, il est corrigé avant d'arriver à la maison, ça aussi est bon pour réduire la violence à l'école ».*

Dans cette perspective, les enquêtés proposent des solutions exprimées en des termes suivants : *« Au niveau du primaire, il faut enseigner de nouvelles thématiques qui tournent autour de valeurs comme le vivre ensemble, la cohésion sociale, le pardon, la tolérance aux élèves comme on le faisait en Education Civique et Morale (ECM). Quant au secondaire, il faut inculquer aux élèves la notion du travail parce que celui qui ne travaille pas est un danger pour la société. Il faut que l'enfant comprenne que le travail est un opérateur de transformation de l'existence sociale. Il faut qu'il comprenne et accepte cela. Aussi, il faut sensibiliser et former les élèves et étudiants au militantisme dans une association, aux méthodes pacifiques pour défendre leurs intérêts ».* Ils proposent aussi la création d'*« un comité de veille parce que dans la plupart des cas, les élèves qui arrivent ne comprennent pas beaucoup de choses, ils ne comprennent pas comment le système fonctionne, il faut donc organiser des rencontres avec la jeunesse pour leur parler non seulement des inconvénients de la violence, mais aussi leur expliquer qu'on peut s'affirmer de différentes manières notamment par de bons résultats scolaires de sorte qu'on est respecté, valorisé par le travail et pris comme un modèle pour les autres camarades ».*

Concernant l'assainissement du cadre scolaire et universitaire, le constat est que l'environnement scolaire et universitaire est inconfortable et ne favorise pas des études saines et convenables. Près de 30% des enquêtés mentionnent qu'on rencontre aux abords des établissements des restaurants et des marchés de tout genre qui émettent des bruits qui sont de nature à perturber la conduite d'un bon apprentissage. Aussi, avec l'intrusion de la politique à l'école, les élèves et étudiants sont devenus plus militants qu'apprenants.

Le syndicalisme devient radical et est pratiqué à tort et à travers souvent dans la violence. Face à cet ensemble de problèmes qui handicape le système éducatif ivoirien, l'assainissement du cadre scolaire et universitaire apparaît comme une nécessité urgente qui doit se faire à plusieurs niveaux. Dans un premier temps, il importe de débarrasser l'environnement externe de l'école de tout ce qui lui est nuisible ou ne concourt pas à la formation. A cet effet, les enquêtés proposent comme solution de *« casser tous les bistrotts qui sont à côté des écoles ».*

Dans un second temps, il faut procéder à la dépolitisation de l'école qui passe d'abord par une élimination de la discrimination de tout genre. Les

enquêtés estiment que l'école n'est pas un champ d'activités politiques. Par conséquent, pour ces derniers « *il faut bannir la politique à l'école et arrêter de dire qu'un tel est comme ça, un tel est ceci, un tel est de tel parti. On n'a qu'à prendre tout le monde de la même manière* ».

Des enquêtés proposent de « *réduire le pouvoir des syndicats à l'école* » (Enquêtés élèves et étudiants) et aussi « *réglementer le syndicalisme à l'école et revoir les méthodes et les pratiques de la FESCI pour ne plus qu'il y ait la violence car à l'origine, la FESCI a été créée pour défendre les intérêts des élèves et étudiants* ».

Pour améliorer les conditions de travail des apprenants, un peu plus de 40% des enquêtés estiment que les pouvoirs publics doivent accroître les investissements dans le secteur de l'Éducation/Formation. Cet investissement doit permettre à la réalisation d'infrastructures adaptées à l'évolution de la population en âge scolaire. Il doit permettre l'acquisition d'équipements indispensables pour la formation et l'épanouissement des apprenants.

Dans cette optique, ces derniers estiment qu'« *on doit créer des bibliothèques, des points de distractions, des jeux de réflexion pour les jeunes* » afin de les occuper sainement. Ils recommandent aussi « *la formation parascolaire c'est-à-dire intéresser les jeunes par des activités culturelles, sportives, génératrices de revenu comme cela se faisait auparavant. Il faut que dans les programmes scolaires on associe d'autres activités qui vont intéresser les élèves. L'école doit être un tout* ».

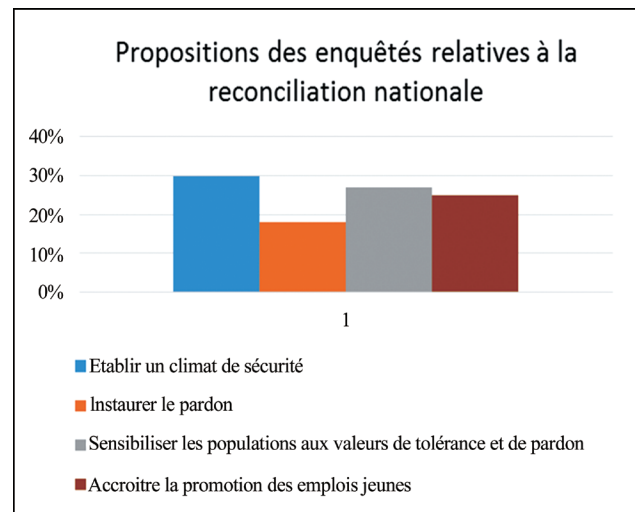
5.2 Propositions des enquêtés relatives à la réconciliation nationale

La paix est un idéal auquel tout le monde aspire aujourd'hui. Dans le contexte post crise actuel, elle ne peut être atteinte que s'il y a une véritable réconciliation entre toutes les filles et fils du pays. Cette réconciliation est un processus qui nécessite qu'un certain nombre d'actions soit entrepris. A cet effet, les propositions des enquêtés pour y parvenir se situent à quatre niveaux : établir un climat de sécurité, instaurer le pardon, sensibiliser les populations aux valeurs de tolérance et accroître la promotion des emplois jeunes.

Selon les enquêtés, la situation de crise qu'a connue le pays a instauré un climat de peur et de méfiance entre les citoyens. Cette situation a mis à mal la cohésion sociale. Comme préalable à toute réconciliation, il est important de restaurer le climat de sécurité. Plus de 20% des enquêtés souhaitent que : « *les dozos¹ retournent dans leurs zones traditionnelles* » et que l'on procède au « *désarmement effectif* ».

Pour parvenir à une vraie réconciliation, 18% des enquêtés demandent d'instaurer un climat de pardon véritable. Cependant, nous mentionnons qu'il est tout de même nécessaire de faire la lumière sur tout ce qui s'est

passé (atteinte aux droits humains) afin d'établir la vérité et situer les responsabilités. Ainsi, chaque citoyen, quel que soit la frustration et le préjudice subis, pourra s'inscrire dans une logique de pardon sincère.



Histogramme n 3
Propositions des enquêtés relatives à la réconciliation nationale

A cet effet, leurs recommandations sont exprimées en ces termes très précis : « *Pour se réconcilier, il faudrait que les gens puissent se dire la vérité. Ce qui nous tue, c'est que l'on voit la réalité mais chacun a sa vérité, il faudrait qu'on puisse s'asseoir pour faire l'état de cette vérité pour savoir qui a tort, qui a raison, trancher, identifier les victimes et les coupables et ensuite pardonner ou engager les gens au pardon car l'on dit qu'une faute avouée est à moitié pardonnée., Une fois que la faute est pardonnée, on pourra se reparler, prendre un nouveau départ. Mais, le plus important est la recherche de la vérité. Il faut qu'on situe la vérité et qu'on situe les responsabilités pour une paix durable.* » ; « *il faut un débat de vérité autour de tout ce qui s'est passé pour enfin se réconcilier vraiment. La vérité est un poids qu'on enlève sur ceux qui ont perdu un parent dans toutes ces crises-là* » ; « *il faut que tous les prisonniers politiques soient libérés, et s'asseoir ensuite pour discuter des problèmes du pays* » ; « *il faut être sincère dans la méthode de réconciliation, si l'on décide que tous les exilés doivent rentrer au pays pour un processus de pardon, il faudrait bien définir les concepts, les délimiter pour ne pas que quelqu'un revienne et se retrouve en prison sans jugement ou torturé pour lui retirer des aveux qu'il n'a peut-être pas* ».

Plus de 25% des enquêtés indiquent que dans ce processus de réconciliation, la sensibilisation est l'instrument à privilégier. Elle favorise la prise de conscience des citoyens sur la nécessité d'aller à la réconciliation. Ils optent pour la participation active des chefs traditionnels et les guides religieux. Pour que la sensibilisation puisse porter des fruits, il est

¹ Dozo : les chasseurs traditionnels localisés au nord du pays

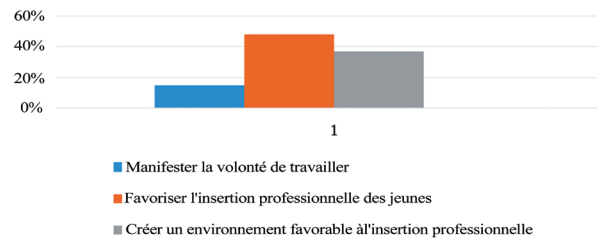
nécessaire d'associer à ce processus les responsables communautaires. Selon ces derniers, « *il faut réhabiliter les chefs traditionnels dans leur rôle social, il faut leur donner leur importance, parce que dans la tradition, quand un chef de village ou un roi parle, il n'y a plus rien à dire, on est obligé d'obéir.* » ; « *Il faut organiser des groupes de sensibilisation en fonction des différents groupes ethniques, que chacun aille parler à ses parents, parler de la nécessité de vivre ensemble dans la paix pour le développement du pays* ». « *Il faut éduquer et rééduquer à la non-violence. Ce sont des matières qu'on pourrait enseigner dans les écoles, par exemple, la gestion pacifique des conflits, l'éducation à la citoyenneté et à la paix.* »

Les statistiques disponibles sur la population ivoirienne indiquent qu'elle est composée à majorité de jeunes. Cette importante frange de la population est la plus touchée par le chômage donc oisive. Or, l'oisiveté est mère de tous les vices. Pour 22% des enquêtés, les jeunes sans emploi voire sans occupation n'ayant aucune visibilité de leur avenir professionnelle, pensent trouver une issue par la politique. Aussi, les jeunes sont-ils instrumentalisés, manipuler et utiliser pour assouvir les desseins des hommes politiques en contrepartie d'un emploi, d'une rémunération ou d'un positionnement politique. En vue de remédier à cette situation d'exploitation de la jeunesse désœuvrée, ils proposent l'Etat ivoirien joue un rôle important en créant des structures de formation et d'insertion. L'Etat doit donc donner une formation professionnelle à tous les exclus de l'école pour leur permettre d'être utiles à la société. Ils l'ont exprimé en ces termes : « *le système scolaire ivoirien produit beaucoup trop de rejets. Il faut donc former ces personnes qui sont exclues du système. Ainsi, avec leur qualification, ils pourront trouver de quoi s'occuper et se prendre en charge* » ; « *les activités extra scolaires attrayantes comme les activités coopératives et sportives qui existaient dans les écoles pour occuper apprenants, les emmener à lire et à réfléchir sur leur avenir et celui de leur pays*».

5.3 Propositions des enquêtés relatives à la contribution des jeunes au développement national

Le développement est un processus qui nécessite la participation effective de la jeunesse. Toutefois, un consensus se dégage chez les enquêtés sur la nécessité pour la jeunesse à se mettre au travail si elle veut jouer pleinement sa partition dans ce processus. Les propositions des enquêtés, à cet effet, s'articule autour de trois points essentiels : une manifestation de la volonté de travailler chez les jeunes, une facilitation de leur insertion professionnelle et une amélioration de l'environnement économique, politique et juridique du pays.

Propositions des enquêtés relatives à la contribution des jeunes au développement national



Histogramme n 4 Propositions des enquêtés relatives à la contribution des jeunes au développement national

Le point de départ de la participation des jeunes au processus de développement est la manifestation de leur volonté de servir le pays par le travail. Cela passe d'abord par un changement de mentalité et une volonté individuelle de s'engager dans le travail pour se rendre utile à la société. Pour 15% des enquêtés « *Il faut qu'on inculque aux jeunes la valeur du travail afin qu'ils comprennent que le travail est la base de l'indépendance qui permet à tout homme de se prendre en charge et de s'épanouir.*».

Cette prise de conscience doit se manifester par des initiatives individuelles d'insertion socioprofessionnelle (la recherche d'informations sur les opportunités existantes, l'élaboration d'un plan d'affaire et de financement, etc.) même si des promesses sont faites par l'Etat. En effet, selon ces derniers « *il y a un proverbe africain qui dit que si on lave ton dos, il faut apprendre à laver ton ventre. Aujourd'hui, même si on décide de financer des projets, nous les jeunes, on doit se remettre en cause d'abord et se demander si on est prêt à travailler. Si c'est le cas, on doit commencer d'abord à s'organiser et se mettre ensemble, et puis quand l'argent vient ça peut marcher.* ».

Une fois que cette première étape est réalisée, il faut accompagner la jeunesse dans sa démarche d'insertion.

Pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, plus de 40% relèvent que « *l'Etat doit créer ou favoriser la création de beaucoup d'entreprises pour libérer ceux qui ont des diplômes* ». Ce projet d'insertion doit concerner aussi bien les diplômés que les jeunes qui ont été rejetés par le système éducatif. Pour cette dernière catégorie, il est nécessaire de les former à un métier avant leur insertion. Et cette formation doit être diversifiée en fonction de « *ce qu'on attend d'eux.* Dans cette même perspective, ils préconisent que soit « *instaurer beaucoup de formations qualifiantes pour les jeunes* ». Ainsi, ils pourront se spécialiser par branches professionnelles et avoir la maîtrise d'un métier précis.

L'Etat doit donc s'engager aux côtés des porteurs de projets non seulement en facilitant leur financement mais aussi en assurant leur encadrement afin que leurs

initiatives se concrétisent et se développent : c'est une condition indispensable pour « *se prendre en charge et être indépendants* ».

38% des enquêtés ont fait mention du contexte d'instabilité nationale qui ne favorise pas les initiatives de création d'entreprises, donc d'emploi permettant l'insertion. En effet, sans un climat de paix et un environnement politique et social apaisé, les initiatives d'insertion professionnelle ne peuvent véritablement se développer. Par conséquent, « *il faut qu'il y ait la paix, sans la paix, on ne peut rien construire. Aussi, faut-il améliorer l'environnement économique et juridique en réduisant la corruption parce que si ces conditions ne sont pas réunies, il ne peut avoir d'investisseurs et l'argent ne pourra pas venir pour créer plus d'emplois.* »

CONCLUSION

La Côte d'Ivoire a connu une succession de crises politiques de décembre 1999 en passant par Septembre 2002 jusqu'à celle d'après les élections présidentielles de Novembre 2010. Depuis, le pays essaie de tourner cette page triste de son histoire récente. Le renouveau amorcé par les autorités politiques ivoiriennes concerne tous les domaines (politique, économique, social et culturel). Un des grands symboles de la renaissance culturelle du pays est la réhabilitation de l'ensemble des Universités publiques. Cet effort du gouvernement a dépassé le cadre des infrastructures et a touché l'organisation des contenus d'enseignement. Désormais, les curricula seront structurés selon le modèle Licence-Master-Doctorat (LMD). Il serait donc dommage que tous ces changements n'aient aucun effet sur la performance de notre système éducatif et de formation et partant sur le développement de nos ressources humaines. La Côte d'Ivoire aspire à retrouver sa place de locomotive régionale. Il était donc à propos de comprendre selon la perception des jeunes eux-mêmes les dysfonctionnements de l'institution scolaire qui ont mis à mal la cohésion et formuler des recommandations pour que cela ne se reproduise plus.

De l'analyse des résultats de la présente étude commanditée par la CDVR se dégage quatre axes majeurs de discussion construits autour de la notion de citoyenneté à l'école : (i) identité nationale des citoyens; (ii) droits et devoirs des acteurs de l'école, (iii) valeurs morales dans la société et (iv) gouvernance de l'école.

L'identité nationale des citoyens se manifeste à travers la conscience d'appartenance à une même nation, une même communauté humaine unie par une culture et une histoire commune. Par conséquent, le favoritisme instauré pour l'admission aux concours, souvent basé sur l'appartenance ethnique ou régionale, montre l'absence d'une identité nationale. Les enquêtés ont particulièrement insisté sur les mécanismes discriminatoires de sélection des admis institués par l'administration chargée de l'organisation des concours. D'une manière générale, les individus privilégient les membres de leur clan ou de leur ethnie dans la délivrance

des biens publics dans la société ivoirienne. Les couches défavorisées et les minorités sont exclues de la construction nationale et de l'exercice du pouvoir politique. La question des droits et devoirs des différentes couches de la population se trouve ainsi posée. La persistance de cette préférence régionale ou ethnique au détriment de la nation engendre des frustrations et fragilise ainsi la cohésion nationale.

En ce qui concerne les droits et devoirs des citoyens, les enquêtés ont relevé les actes de violation grave des droits par la FESCI et le non accomplissement du devoir de protection de la population par les pouvoirs publics face à cette menace. En effet, la liberté d'opinion et de penser, la liberté d'expression et la liberté de réunion et d'association dans l'espace scolaire étaient confisquées par la FESCI. Toute l'école ivoirienne était prise en otage par la FESCI qui y exerçait son diktat sans être inquiétée. Les autorités administratives avaient démissionné de leur fonction régaliennne de justice et de sécurité. Ce laisser-aller a encouragé les membres de la FESCI dans leur agissement et a fortement contribué à l'effritement de la paix sociale.

De même, le droit à l'éducation est nié aux enfants des pauvres dans la société ivoirienne. L'accès à l'éducation n'est pas toujours aisé pour les enfants issus de familles démunies. La quasi-totalité des non scolarisés, des déscolarisés et des diplômés sans emploi n'ont pu être scolarisés ou poursuivre leurs études faute de moyens financiers. Les mécanismes de soutien et de prise en charge des couches défavorisées font souvent défaut. Cet obstacle à l'accès et au maintien à l'École est vécu par les enquêtés comme une injustice sociale. La question de morale dans la gestion des affaires publiques est évoquée à ce niveau pour comprendre les choix et priorités des agents de l'Etat.

L'absence de valeurs morales dans la gestion de la chose publique est l'une des préoccupations majeures des enquêtés. D'une manière générale, le sens de la morale commande que les individus s'acquittent de leurs devoirs civiques avec professionnalisme et dévouement. L'accomplissement de ces devoirs doit se faire dans le respect de la justice nationale, de l'éthique et de l'équité. Cette conception s'oppose aux pratiques telles que le favoritisme à l'égard des riches et des filles en contrepartie de leurs largesses, le droit de cuissage dans le recrutement et la préférence ethnique ou régionale observées dans la société ivoirienne. Selon les enquêtés, ces pratiques sont légion dans les écoles et lors des recrutements en Côte d'Ivoire.

Pour les enquêtés, les maux qui minent l'école ivoirienne sont consécutifs à un défaut de gouvernance de l'institution scolaire. Chaque acteur doit jouer sa partition pour permettre l'accomplissement effective des missions assignées à l'école. La question de la responsabilité de tous les acteurs de l'école dans son fonctionnement et son devenir se trouve au centre de cette remarque. En particulier, l'Etat et ses représentants dans les écoles sont mis en cause pour leur laisser-aller face à la violence en milieu scolaire et la dégradation des infrastructures d'accueil.

REFERENCES

- Akindès, F., & Fofana, M. (2011). Jeunesse, idéologisation de la notion de « patrie » et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire. In F. Akindès (dir.). *Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence*. Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), Dakar.
- Akindès, F. (2011). La Côte d'Ivoire depuis 1993: la réinvention risquée d'une nation. In F. Akindès (dir.). *Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence*. Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), Dakar.
- Azoh, F., Weyer, F., & Carton, M. (2011). La recherche sur les compétences techniques et professionnelles permettant l'insertion — Etat des lieux, contraintes et perspectives dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana). Document de travail pour la triennale 2012 de l'ADEA.
- Babo, A. (2011). La politique publique de l'étranger et la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire. In F. Akindès (dir.). *Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence*. Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), Dakar.
- Banque, Mondiale. (2009). Rapport d'Etat du Système Educatif Ivoirien (RESEN): Comprendre les forces et les faiblesses du système pour identifier les bases d'une politique nouvelle et ambitieuse. Version électronique. Ministère de l'Education Nationale. Abidjan : Côte d'Ivoire.
- Bourdieu, P., & Passeron, J-C. (1964). *Les héritiers. Les étudiants et la culture* (P.183). Paris : Editions de Minuit.
- Bréchat, P-D. (2010). Professionnalisation du secteur informel pour une insertion socio-professionnelle durable des jeunes (Non scolarisés, déscolarisés et diplômés). In Dans K. Koffi (Ed.). *Problématique de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire* (pp.183-186). Actes du colloque. Abidjan: Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP).
- Castel, R. (1994). La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation. *Cahiers de recherche sociologique*, (22), 11-27. En ligne <http://id.erudit.org/iderudit/1002206ar>, consulté le 13 juin 2012.
- Duhamel, A. (2010). Le « VIVRE-ENSEMBLE » : La citoyenneté et le politique entre conflit et confiance. Dans F. Jutras (dir.). *L'éducation à la citoyenneté : enjeux socio-éducatifs et pédagogiques* (pp.111-129). Quebec: Presses de l'Université du Quebec.
- Durkheim, E. (1893). *De la division du travail social*. Paris : Les Presses universitaires de France, 1967, huitième édition, 416.
- Galland, O. (2011). *Sociologie de la jeunesse* (p.256). Paris: Armand Colin.
- Kouadio, B. (1992). L'ajustement structurel et les institutions du marché du travail en côte d'Ivoire. OIT, Institut international d'études sociales, Abidjan : MFM 293.
- Koukougnon, A. (2010). *Guerre et éducation en Afrique : Une analyse systémique de l'éducation en crise et perspectives* (p.207). Paris : L'harmattan.
- Marceau, E., Jutras, F., & Lacroix, A. (2010). L'Education à la citoyenneté à l'école : une réponse au problème du vivre-ensemble. Dans F. Jutras (dir.). *L'éducation à la citoyenneté : enjeux socio-éducatifs et pédagogiques* (pp.77-88). Quebec : Presses de l'Université du Quebec.
- Ministère d'Etat, Ministère du plan et du développement (2009). Côte d'Ivoire: Stratégie de relance du développement et de Réduction de la Pauvreté. Rapport d'Étape No. 09/156.
- N'gratier, A. (2010). Etat des lieux. Dans K. Koffi (Ed.). *Problématique de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire* (pp.35-50). Actes du colloque. Abidjan : Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP).
- Paugam, S. (1991). *L'exclusion est un processus de « disqualification sociale »*. *Essai sur la nouvelle pauvreté* (p.254). Paris : PUF.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2005). Rapport national sur le développement humain en Côte d'Ivoire 2004 : cohésion sociale et reconstruction nationale. Version électronique. Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Roubaud, F. (2003). La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie. *Afrique Contemporaine*, 2, (206), 57-86. En ligne : <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-2-page-57.htm>, consulté le 13/08/2011.
- Sénécat, J. (2000). L'éducation à la citoyenneté : jusqu'où l'école peut-elle et doit aller ? Dans J-P. Obin (dir.). *Questions pour l'éducation civique : former des citoyens* (pp.135-153). Paris : Hachette.
- Zinsou, Y. (2009). *L'Université de Côte d'Ivoire et la société*. L'Harmattan, Paris.